

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1595 - 16 mai 1991 - 4,5 F

D 1595 AMÉRIQUE CENTRALE: LA COOPÉRATION DE LA C.E.E.

Parallèlement aux autres régions d'Amérique latine qui élaborent progressivement des accords économiques de libre échange (cf. DIAL D 1593), l'Amérique centrale poursuit, pour la septième fois, ses rencontres annuelles avec la Communauté économique européenne (CEE). C'est les 28 et 29 septembre 1984, à San José de Costa Rica, que s'était tenue la première rencontre des ministres des affaires étrangères d'Amérique centrale et de la Communauté européenne. A l'époque il s'agissait d'oeuvrer à la pacification de la région, à un moment où la "diplomatie de Contadora" (cf. DIAL D 865, 917 et 982) avait du mal à proposer son alternative à la diplomatie guerrière des Etats-Unis. Cette septième rencontre Amérique centrale et Communauté européenne s'est tenue à Managua (Nicaragua) les 18 et 19 mars 1991. Les résultats en sont mitigés, en raison de la priorité internationale désormais donnée aux pays de l'Europe de l'Est, des conséquences de la guerre du Golfe persique et des préférences tarifaires accordées au titre de la lutte contre le trafic de stupéfiants aux pays du Pacte andin (Bolivie, Colombie, Equateur et Pérou). L'aide nord-américaine à cette région est déjà prévue en baisse, pour les mêmes raisons.

Ci-dessous bilan de la 7ème réunion de ministres européens et centro-américains à Managua, publié dans la revue *Centroamérica Hoy*, n° 54, du 22 mars 1991.

Note DIAL

LA C.E.E. MET A L'ÉTUDE LES DROITS DE DOUANE POUR L'AMÉRIQUE CENTRALE

L'acceptation par la Communauté économique européenne (CEE) d'une évaluation des préjudices causés à l'Amérique centrale par les préférences tarifaires accordées aux pays du Pacte andin, et la promesse d'une plus grande aide économique et technique à la région ont été les acquis principaux de la conférence ministérielle San José VII, qui s'est tenue à Managua les 18 et 19 mars 1991.

Cette acceptation de la CEE d'étudier le sujet des droits de douane a répondu pour une bonne part aux attentes des Centro-Américains. Pour eux c'était en effet la question prioritaire de la rencontre, étant donné qu'ils voient dans l'ouverture commerciale vers l'Europe la meilleure aide au développement économique et social de la région.

La conférence, à laquelle ont participé 21 chanceliers ou ministres chargés de la coopération des douze pays de la CEE, d'Amérique centrale, de Colombie, du Mexique et du Venezuela, a approuvé deux déclarations, l'une politique et l'autre économique, et a résolu de tenir la prochaine rencontre au Portugal en 1992, afin de poursuivre le dialogue inter-régional commencé en 1984 dans la capitale du Costa-Rica.

En dépit des promesses d'aide économique réaffirmées à cette occasion, c'est un optimisme modéré qui prévalait à l'issue de la réunion parmi les hauts fonctionnaires centro-américains et les observateurs. Cela tient au fait que les besoins en matière d'aide, estimés à quelque 15 milliards de dollars, ne sont aucunement couverts, d'au-

tant plus qu'à l'évidence l'aide financière ne continuera d'arriver qu'au compte-gouttes au cours des prochaines années.

Tandis que la situation régionale continue à se détériorer de façon accélérée suite à des décennies de conflits armés et de crises sociales, l'Amérique centrale n'est plus la priorité pour les Etats-Unis, lesquels ont annoncé une réduction progressive de l'aide financière; et les autres pays riches s'orientent désormais vers l'Europe de l'Est, outre les dépenses colossales occasionnées par la guerre du Golfe persique.

Commerce

A Managua les ministres ont décidé que, dans un délai de deux mois, une mission technique européenne se rendra en Amérique centrale pour dresser un bilan sur les préjudices causés par les préférences tarifaires accordées au Pérou, à la Bolivie, à l'Equateur et à la Colombie, comme modalité d'aide à la lutte contre le trafic de stupéfiants.

Le rapport sera ensuite discuté par la CEE. Mais des doutes existent sur la position de certains pays qui ne sont pas très convaincus de la nécessité de favoriser en la matière l'Isthme centro-américain, au contraire de certains autres, comme l'Espagne, qui se sont ouvertement manifestés favorables.

Par ailleurs la conférence a apporté son soutien à une relance rapide de l'accord international du café, un produit stratégique pour les économies locales. Mais sur ce point le Brésil, plus grand producteur mondial, aura le dernier mot car il s'est jusqu'à maintenant refusé à réviser les quotas dans le sens d'une proportionnalité à la production de chaque pays, comme le proposent les pays centro-américains. Les Européens se sont également montrés d'accord pour prendre en compte la demande de l'Amérique centrale d'ouvrir les marchés aux exportations de bananes; mais il n'y a pas eu d'accord définitif en la matière.

La CEE a proposé d'augmenter son soutien aux efforts d'intégration régionale et aux politiques d'ajustement économique qu'appliquent les pays de l'Isthme centro-américain. Les ministres ont apporté leur soutien au rôle du secrétariat général de l'ONU et de l'OEA dans les efforts de pacification en Amérique centrale; ils ont en particulier appuyé le dialogue en El Salvador et au Guatemala. Ils ont lancé un appel aux forces irrégulières pour qu'elles déposent les armes et s'intègrent à la vie civile, en proposant en ce sens une aide aux programmes d'embauche des anciens insurgés et de rapatriement des réfugiés.

La CEE s'est fait l'avocat du renforcement du parlement centro-américain, et a exhorté tous les pays à ratifier le traité constitutif de ce parlement, le Costa Rica étant le seul à ne pas l'avoir fait (1).

Autres accords

- Reconnaissance d'une crise économique et sociale dans la région en raison, entre autres facteurs, de l'augmentation des prix du pétrole et de la chute des prix internationaux pour les produits d'exportation comme le café.

Les ministres acceptent que le problème de la dette extérieure soit réglé avec la participation de toutes les parties concernées, en particulier les pays créanciers, les pays débiteurs, les organismes financiers multilatéraux et les banques privées internationales, compte tenu de la nécessité de garantir la croissance économique et la paix politique et sociale dans l'Isthme centro-américain.

La CEE apporte son soutien à la thèse centro-américaine sur un traitement différencié dans les négociations commerciales de l'Uruguay Round, ce qui impliquerait la suppression des droits de douane sur le café et d'autres suppressions ou diminutions de droits sur des produits en provenance d'Amérique centrale.

(1) Cf. DIAL D 1383 (NdT).

- Soutien aux initiatives pour une modernisation du système productif, un ajustement structurel, une réorganisation des institutions financières ainsi que des accords de libre échange dans la région.

Les ministres renouvellent leur engagement d'ouvrir un bureau conjoint de promotion des exportations et des investissements en Europe.

- Attribution de 40 millions de dollars au Nicaragua et au Honduras pour la constitution d'un fonds d'aide aux exportations.

- Appel au respect des droits de l'homme dans la région, car ils continuent d'être violés dans certains pays, et à l'intensification de la lutte contre le trafic de stupéfiants.

- Elaboration de plusieurs programmes de promotion des droits de l'homme en Amérique centrale, en particulier à destination des personnes ayant des responsabilités dans la vie publique, et d'abord des membres des forces de l'ordre, de la sécurité et de la justice.

- Soutien aux programmes écologiques et de protection du milieu ambiant, en particulier la Proclamation du nouvel ordre écologique du président costaricain Rafael Angel Calderón.

- Soutien à la proclamation de l'Amérique centrale comme zone de paix et de développement, lancée par les présidents de la région au sommet de Puntarenas en décembre 1990.

Le dialogue renforcé

Au terme de la rencontre qui s'est tenue au Centre des conventions "Olof Palme" de Managua, le chancelier nicaraguayen Enrique Dreyfus et le commissaire européen chargé de l'Amérique latine, Abel Matutes, ont été d'accord sur le fait que cette réunion avait permis de renforcer le dialogue politique et économique entre les deux régions.

La rencontre, a déclaré ce dernier, a permis de *"dessiner un panorama économique de l'Amérique centrale"* et de *"constater ce qui nous reste à faire"*. Il a ajouté que San José VII a montré que *"la région entend entrer dans des marchés stables et élargis"*, et que l'Europe a pris *"la décision courageuse"* d'aborder de front la demande centro-américaine d'un accès préférentiel au marché européen.

C'est en ce sens que le président du conseil des ministres de la CEE, le luxembourgeois Jacques Poss, a expliqué que cette réunion avait été *"légèrement différente"* des précédentes car elle a permis de *"concrétiser les besoins de la région"*. Poss a également affirmé que les séquelles de la guerre du Golfe persique *"ne feront pas que l'Europe oublie ses engagements historiques vis-à-vis de l'Amérique latine"*.

Cri d'alerte

Le chancelier costaricain Bernd Niehaus a, dans son exposé devant la conférence, alerté sur *"la tentation des mirages"* en matière de pacification et de démocratisation de l'Amérique centrale, en déclarant que *"la bataille pour la paix et la démocratie ne fait que commencer"*. Il a ajouté qu'en dépit des avancées politiques et des projets d'intégration actuellement en cours, *"il est hautement préoccupant de constater à quel point les niveaux de vie de nos peuples restent effroyablement bas, les taux de croissance économique à des valeurs décourageantes, et les faiblesses de nos structures commerciales toujours aussi notoires"*.

Niehaus a précisé que *"les limitations, pour ne pas dire les reculs, en matière économique et sociale peuvent avoir de funestes conséquences pour la démocratie"*, car

"tant que l'Amérique centrale n'avancera pas dans le relèvement économique, les gains obtenus sur le terrain des institutions démocratiques resteront fragiles et la démocratie restera sous la menace". Dans cette perspective il a rappelé l'urgence qu'il y avait pour la CEE d'étendre à la région les préférences tarifaires. Tout en reconnaissant la justesse des mesures en faveur des pays du groupe andin, il a souligné que l'Amérique centrale avait, elle aussi, été marquée par la violence pendant de nombreuses années, au point de voir "son économie déjà affaiblie en être brisée à l'extrême".

Pour sortir de cette situation, a ajouté le chancelier costaricain, la région peut compter sur ses propres efforts mais elle dépend aussi de la solidarité et des attentions de la communauté internationale. Il a aussi rappelé qu'il est d'une "extrême importance" pour l'Amérique latine de parvenir à une solution rapide et effective des conflits armés au Guatemala et en El Salvador. Sur ce point il a qualifié d' "inconcevable" que, dans la situation critique actuelle de la région, "il existe encore des armées disproportionnées par rapport aux besoins de la défense et aux maigres ressources économiques dont disposent ces pays".

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am.Latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441